COVID DE CRISE19. CONTEXTE ET ALTERNATIVES

La crise mondiale sur Covid19 est un choc sans précédent. L'économie, et le système capitaliste dans lequel elle s'inscrit, étaient déjà en crise. Ces crises économiques sont le résultat de la dynamique du capital, et ce sont elles qui permettent au système de rester en vie.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'État, par le biais de la politique keynésienne, a augmenté les dépenses publiques pour stimuler la demande. Ils ont introduit l'"âge d'or du capitalisme", avec une croissance soutenue de l'économie et la création de l'État providence. Cette étape s'est terminée avec la crise pétrolière de 1973.

Dans les années 1980, le capitalisme est entré dans une nouvelle phase. Avec le Consensus de Washington, le démantèlement de l'État-providence a été choisi. Les dépenses publiques ont été réduites, les privatisations sont arrivées, la perte des droits de la classe ouvrière, la déréglementation financière, etc. Le capitalisme est entré dans la phase appelée "capitalisme financier", et avec lui est apparu un phénomène appelé "financiarisation". Le grand capital a davantage développé ses investissements dans la sphère financière que dans la sphère productive.

C'est dans ce contexte que la crise de 2008 est arrivée. Les banques centrales ont lancé l'Expansion quantitative (EQ) et ont prêté des sommes importantes aux banques à des taux d'intérêt négatifs. L'objectif, sauver les banques. Dans le cas de la Banque centrale européenne, l'argent a été injecté par l'intermédiaire des banques et des fonds d'investissement au lieu d'être distribué directement aux gouvernements.

Le Covid-19 n'est pas la principale raison de la crise économique que nous subissons, mais son déclencheur, dans un contexte où l'économie productive connaissait déjà un ralentissement et où l'économie financière avait déjà subi plusieurs coups importants en 2018 et 2019.

Face à cette situation, les institutions ont pris des mesures urgentes pour faire face à la crise sanitaire liée aux coronavirus. La première est l'augmentation des dépenses publiques pour fournir davantage de ressources aux systèmes de santé.

Dans l'Union européenne, en mars, les ministres des finances ont convenu avec la Commission d'activer la clause de sauvegarde de la structure budgétaire de l'UE. En outre, les ministres des finances des États membres sont parvenus en avril à un accord sur les mécanismes de financement que l'Union encouragera pour faire face à la crise de Covid-19. Les mesures convenues concernent trois programmes de prêts :

* La ligne de crédit de soutien en cas de crise pandémique, basée sur les critères du mécanisme controversé appelé MEDE (mécanisme européen de stabilité). Ce mécanisme permettra un financement direct aux pays qui le demandent jusqu'à 2 % de leur PIB (le fonds représente un montant pouvant atteindre 240 000 millions). Mais en échange de l'obtention d'un prêt, les pays doivent se conformer à des mesures d'austérité strictes et se soumettre au contrôle des finances de l'Union européenne.
* Le deuxième programme est celui des lignes de crédit de la Banque européenne d'investissement, qui crée un fonds de garantie de 25 milliards d'euros pour couvrir les garanties des PME européennes, avec une dotation de 200 milliards d'euros.
* Le troisième programme est le SURE, doté d'un fonds pouvant atteindre 100 milliards d'euros pour fournir des prêts aux pays qui en font la demande afin de financer les coûts des programmes de protection des travailleurs et de l'emploi, ainsi que des mesures de santé.

Tous ces programmes de prêts augmenteront encore la dette des pays qui les demandent. Une dette qui devra être remboursée, tout en respectant les critères du cadre de stabilité budgétaire et financière de l'UE. Comme cela s'est déjà produit pour la Grèce, l'Irlande, le Portugal, Chypre et l'Espagne, ils devront prendre des mesures d'austérité. En outre, la conséquence directe de cette situation est que les pays n'auront aucune souveraineté pour développer leur politique budgétaire. Les mesures d'austérité obligeront les États membres à limiter leurs dépenses publiques.

La dernière proposition de la Commission européenne, Next Generation, précise clairement la conditionnalité et, bien qu'elle propose une augmentation du budget direct, elle ne répondra en aucun cas à la gravité de la crise ni à l'urgence requise des mesures. En outre, le processus de négociation de la proposition semble loin d'être facile. Il est difficile d'imaginer que la proposition sera la dernière.

Ce qui s'est passé après la crise en 2008, ainsi qu'au cours des derniers mois, nous permet de tirer des conclusions afin de proposer des alternatives et des mesures à mettre en œuvre. Nous devons créer un scénario de sortie sociale, et un scénario qui fait face à un changement du modèle économique et social. Des décisions doivent être prises immédiatement pour éviter les réductions appliquées après la crise de 2008. C'est essentiel :

1. Abandonner les politiques d'austérité. Nous devons rompre avec le cadre budgétaire que l'on a tenté de constitutionnaliser au niveau européen et dans chaque Etat : mettre fin aux limites de la dette, du déficit ou aux règles de dépenses.
2. Mettre la durabilité de la vie au centre. Il est devenu évident que l'essentiel est de faire en sorte que la vie et les soins fonctionnent de manière durable. Le droit de toute personne dépendante à voir sa situation couverte par un système public, universel et gratuit de prise en charge de la dépendance doit être garanti par la loi, ainsi que par la publication des secteurs sous-traités dans le domaine de la santé et des soins (garantie de l'emploi).
3. Valoriser les services publics et le commun. Le renforcement des services publics nécessite une forte augmentation des budgets consacrés à la santé, à l'éducation, aux services sociaux, aux prestations sociales, au logement, etc.
4. Augmenter les recettes publiques. La baisse des recettes due à la réduction de l'activité économique et la nécessaire augmentation des dépenses publiques nécessitent une forte augmentation des recettes. Les impôts élevés sur les revenus, les sociétés et le capital doivent être augmentés. Sinon, il ne sera pas possible d'éviter que les dépenses d'aujourd'hui soient la dette de demain et les réductions d'après-demain.
5. Relocaliser l'économie face à la mondialisation et à l'internationalisation. Les secteurs les plus exposés à la mondialisation et à l'internationalisation sont au premier rang de ceux qui souffrent de la crise. La délocalisation de l'économie et la récupération de la souveraineté sont plus que jamais nécessaires à un moment où l'on a constaté les lacunes d'un système économique dépendant du commerce extérieur de produits essentiels.
6. Mettre les droits des personnes au centre du débat, par opposition à ceux du capital. La réponse sociale consiste à allouer les ressources publiques en priorité aux personnes, et non aux entreprises. Un plan de choc social doit reposer sur les éléments suivants : garantir des prestations sociales à toutes les personnes afin de leur permettre de mener une vie digne ; garantir l'accès au logement et aux services de base ; réglementer les prix maximums des produits et services de base.
7. Dignifier la valeur du travail, et surtout celle des secteurs précarisés et féminisés. Pour faire face au coronavirus, le travail a été essentiel (du personnel de santé, des soignants, des femmes de ménage, du nettoyage, de l'alimentation,...). Les réductions successives des droits du travail et des négociations collectives doivent être inversées. Le pouvoir d'achat doit également être augmenté.
8. Promouvoir la mobilisation sociale. Ces changements ne seront possibles que si nous sommes capables d'avancer dans la mobilisation sociale, dans l'alliance entre les syndicats et les mouvements sociaux, comme nous le faisons au Pays Basque à travers la Charte des droits sociaux.